

**DECLARATION DE MONSIEUR JOSEPH NTAKIRUTIMANA,
AMBASSADEUR REPRESENTANT PERMANANT DU BURUNDI AUPRES
DES NATIONS UNIES LORS DE LA 14EME SESSION DE LA COMMISSION
DU DEVELOPPEMENT DURABLE.**

New York, mai 2006

Déclaration du Burundi à l'occasion de la XIV ème Session de la

**Commission du développement durable tenu du 1^{er} au 12 Mai 2006 à
New York**

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Délégués,

C'est pour moi un réel plaisir, de prendre la parole à l'occasion des présentes assises pour vous faire part de la situation de mon pays en rapport des thématiques qui ont été développés pendant les deux semaines.

En effet Monsieur le Président,

Au BURUNDI comme dans d'autres pays en développement (Afrique Subsaharienne), les ressources naturelles jouent un rôle très important dans le revenu des ménages et le Revenu National, telle est l'agriculture, la pêche, la production d'énergie et du tourisme.

Aujourd'hui, ces ressources ont été dégradées en raison de la surexploitation des forêts en faveur de l'agriculture et la consommation d'énergie des ménages sous forme de bois de chauffage en milieu rural et du charbon dans les centres urbains et semi urbains.

Les grands mouvements de la population et du bétail dus principalement au conflit que mon pays a connu depuis 1993 et qui a duré plus d'une décennie, ont exercé des pressions considérables sur l'environnement, aggravant la déforestation et l'empiètement sur les parcs protégés à telle enseigne que 9% des forêts disparaissent chaque année. Ces mouvements de la population ont provoqué des déplacés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays où les femmes et les enfants ont été plus frappés que le reste.

Il faut également souligner que 93% des ménages emploient le bois comme sources d'énergie et 79.4% de la population urbaine emploient le charbon de bois pour la cuisson des aliments. Des femmes et des enfants passent toute la journée à la recherche du bois de chauffage et cela empêche les enfants d'aller à l'école et les femmes dans les travaux champêtres.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Délégués

Etant donné que la paix est aujourd'hui retrouvée grâce à la mise en

place des Institutions démocratiques en 2005, beaucoup de burundais en exil rentrent et ils ont par conséquent besoin de logements, de terres productives, des ressources environnementales et de moyens de substances.

Cela a également pour conséquence, l'exercice des pressions énormes sur l'environnement notamment l'accélération de la déforestation.

De plus, le taux de croissance démographique qui se situe à 2.7% va provoquer la multiplication par deux de la population burundaise d'ici 20 ans si rien n'ai fait dans le sens du changement de mentalité et du mode de vie. Ce qui va sans nul doute exercer d'avantage la pression considérable sur les ressources naturelles.

Des changements climatiques intervenus dans la sous Région (Tanzanie, Kenya, Rwanda,...) n'ont pas non plus épargné le Burundi. Ainsi, la sécheresse qui s'en est suivie surtout dans les Provinces du Nord et celles de l'Est ont provoqué une famine sans précédent alors que ces dernières étaient jadis considérées comme le grenier du pays entier.

Des niveaux d'eau ont baissé entraînant la diminution sensible des débits des rivières et lacs de retenue qui alimentent les Centrales hydro électriques, somme toutes insuffisantes, qui existent dans le Pays.

Ainsi, la pratique du délestage est devenu monnaie courante à cause du déficit énergétique et le rationnement de l'eau potable dans les centres urbains s'opère tous les jours.

Ce déficit énergétique de source hydro-électrique entraîne le recours à l'utilisation du bois de chauffage comme énergie de substitution et aggrave la situation déjà grave.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Délégués

Face à cette situation, le pays n'est pas resté les mains croisées :

- Des projets de reboisement du territoire ont été montés.
- Des projets de montage de nouvelles centrales hydro électriques (mini

et grandes centrales hydro électriques) existent bel et bien.

- Dans le cadre des projets régionaux, des études d'interconnexion ont été effectuées. Elles devraient se poursuivre et pourraient aboutir à une solution durable en matière d'autosuffisance énergétique et la protection des ressources naturelles si le financement était disponible.

Pour cela, nous laçons un vibrant appel bailleurs spécialisés comme le Fonds Mondial pour l'Environnement et d'autres amis du Burundi pour nous appuyer.

Nous vous informons enfin que le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté(CSLP) est en cours d'élaboration et fera objet de la Table Ronde des bailleurs de fonds au mois de septembre 2006.Nous n'avons nul doute que vous allez soutenir les programmes de reconstruction et de développement de mon pays afin de pouvoir rattraper le retard accumulé surtout dans la mise en oeuvre des Objectifs du millénaire pour le développement(OMD), retard causé par la guerre civile qui a duré plus d'une décennie comme nous l'avions déjà dit. Nous profitons de cette occasion pour vous inviter officiellement à participer à cet événement où des projets ayant trait aux thématiques développées seront présentés.

Sans cela, l'atteinte des OMD resta malheureusement pour nous une pure utopie et la lutte contre la pauvreté restera un vain mot.

Je vous remercie